



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 403 du 19 octobre 2025

Au sommaire :

- **La débâcle du capitalisme et de ses institutions pose la question de qui dirige la société au service de quelle classe, le travail ou le capital ?** - *Isabelle Ufferte*
- **La ruée vers l'or, le retour de la « vieille relique barbare », symptôme de sénilité du capitalisme mondial** - *Daniel Minvielle*

La débâcle du capitalisme et de ses institutions pose la question de qui dirige la société au service de quelle classe, le travail ou le capital ?

Lecornu a donc été sauvé de la censure par le PS. « *Il existe une majorité absolue à l'Assemblée qui ne veut pas la dissolution* » avait-il annoncé... Une majorité pétrifiée par le discrédit, l'effondrement de la « *démocratie parlementaire* » et des partis qui, ensemble ou à tour de rôle, ont mené l'offensive au gouvernement contre les travailleur-es. La farce de la macronie a fait long feu, qui prétendait dépasser les clivages, apporter la stabilité nécessaire aux classes dominantes pour mener l'offensive pour le maintien de leurs profits et de leur système.

Le « sauvetage » de Lecornu, loin d'être une pause dans la crise, en est au contraire une nouvelle étape alors que l'extrême-droite se prépare. Les effets de manche « républicains » à l'Assemblée ou ailleurs n'en sont que plus dérisoires.

Leurs « paris » et leur cirque, illustration de leur faillite

« *Nous faisons un pari, un pari risqué* » pontifiait Boris Vallaud annonçant que le PS était ouvert au « *débat parlementaire* » tandis qu'Olivier Faure présentait la suspension de la réforme des retraites comme une « *victoire inédite pour le mouvement social* ».

« *Censurer aujourd'hui c'est exprimer notre attachement viscéral à la démocratie* » a tempêté Aurélie Trouvé pour LFI avec comme seul horizon la République et le retour aux urnes. Sans surprise, leur motion de censure a échoué, recueillant 271 voix (sur les 289 requises), dont plus de la moitié venues des député-es RN et ciottistes...

LFI a immédiatement appelé à la « *résistance populaire et parlementaire pour continuer à lutter contre ces budgets cruels* » tandis que Le Pen, dont la motion recueillait 144 voix, pourfendait la « *piteuse coalition des partis du système* » promettant un « *contre budget* ».

La farce continue donc, sinistre pour les travailleur-es, tandis qu'une fraction de plus en plus grande des classes dominantes ne voit d'autre issue que l'extrême-droite pour assurer la « stabilité » de leur domination.

Le ralliement-reddition du PS met en lumière la déroute de l'ensemble de la gauche, de ce NFP défunt présenté hier comme une bouée de secours par toutes celles et ceux qui voulaient croire ou faire croire à une gauche de « gauche » et « unie ». Un Nouveau Front Populaire au nom duquel Mélenchon postulait à être le premier ministre de Macron après des législatives marquées par le « *front républicain* » prétendant faire barrage à l'extrême-droite. Un front républicain au nom duquel les candidats investis par LFI s'étaient entre autre désistés pour Darmanin, ministre de l'Intérieur sortant, et Borne, artisanne de la réforme des retraites... C'est cette « *gauche sociale et politique* » qu'Olivier Besancenot, nostalgique du NFP, appelle aujourd'hui à « *l'unité et la radicalité* » !

Elle a à nouveau fait semblant de croire la semaine dernière que Macron pouvait lui confier la formation du gouvernement. Marine Tondelier pour les Verts allant jusqu'à expliquer sans rire sur Public Sénat que le PS était tellement prêt au débat parlementaire « *que ça a empêché notre nomination* ».

Débat parlementaire, nouveau conclave, aucune issue institutionnelle à leur crise

Après avoir écarté la suspension proposée par Borne de sa réforme et tout nouveau conclave sur les retraites, Lecornu les a mis dans la corbeille offerte au PS et à la CFDT. « *Depuis 2023, on a couru un marathon et c'est une victoire collective [...] c'est un travail de longue haleine et c'est souvent ça le combat syndical [...] j'ai en tête tous ces visages, pendant les manifestations de 2023, qui nous di-*

saient il faut qu'on puisse continuer de porter notre combat, et là ça va se concrétiser » a eu le culot de se réjouir Marylise Léon !

Conditionnant la suspension à de nouvelles coupes budgétaires d'une brutalité qui n'a rien à envier à celle du budget Bayrou, Lecornu a donc invité les « partenaires sociaux », syndicats patronaux et salariés à une « *conférence sur les retraites et le travail* » qui aurait pour tâche de travailler sur des propositions d'ici les présidentielles... dont celle de la retraite à points qui avait été rejetée par les mobilisations massives d'avant Covid et que défend la CFDT... « *Si c'est pour travailler sur une hypothèse de réforme à points, ce sera sans nous* » a pour le moment répondu Sophie Binet. Lecornu a proposé dans la foulée « *d'aller plus loin* » et de « *confier la gestion de notre système de retraites aux partenaires sociaux* ».

Plus que jamais le débat parlementaire et le dialogue social ne peuvent conduire qu'à des reculs brutaux dans le prolongement des dérèglementations et remises en cause opérées par tous les gouvernements depuis 25 ans, des lois Aubry à la loi travail El Khomry et aux multiples réformes qui ont permis d'extorquer des centaines de milliards aux travailleur-es et à la population pour arroser le grand patronat et la finance à coups de subventions, CICE et autres exonérations pour un total de 270 milliards sur l'année, auxquels s'ajoute la charge de la dette, 66 milliards en 2026.

C'est ce transfert de richesses du travail vers le capital qu'organise le budget présenté par Lecornu avec 30 milliards de coupes prévues dans la dépense publique.

Ni bon budget ni bonne république capitalistes, la nécessité d'une politique en rupture avec le CAC 40 et les institutions

Le projet de loi de finances qui sera débattu à partir de lundi à l'Assemblée, suivi du PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) est une déclaration de guerre contre les travailleur-es et les classes populaires.

Doublement des franchises existantes, création de nouvelles et doublement de leur plafond annuel, attaques contre les dépenses d'assurance maladie avec un Ondam (objectif national des dépenses d'assurance maladie) qui augmenterait de 1,6 % au lieu de 3,4 en 2025 et alors qu'il faudrait plus de 5 % pour maintenir l'activité existante. Les dirigeants des hôpitaux eux-mêmes dénoncent la pire cure d'austérité depuis 15 ans alors que, depuis cet été, les ARS imposent des plans de retour à l'équilibre en rafale aux hôpitaux publics. Des mesures pour le handicap, les affections longue durée (ALD) sont remises en cause, le projet prévoit la limitation des arrêts maladie, la restriction des arrêts longue durée et le renforcement des contrôles, y compris par des médecins payés par les employeurs.

Mais aussi le gel des pensions de retraite en 2026 puis leur sous-indexation pendant trois ans de 0,4 % de moins que l'inflation, le gel des prestations sociales, RSA, allocation aux adultes handicapés, allocation spécifique aux

personnes âgées, et APL qui pourrait même être supprimée pour une partie des étudiants étrangers. L'abattement de 10 % sur les retraites serait remplacé par un système qui augmentera les impôts de nombreux retraités. 3000 suppressions de postes de fonctionnaires sont annoncées auxquelles il faut ajouter 4600 suppressions de postes d'enseignant-es d'après le journal *Les Echos*...

« *Il va falloir que chacun se maîtrise* » a appelé Moscovici, premier président de la Cour des comptes, PS, rappelant qu'« *il n'y a pas que des échanges politiques, des débats politiques, des votes politiques. Il y a aussi derrière des finances publiques. Et il faut quand même que le déficit se réduise* ». La question est bien là pour les classes dominantes : réduire le « déficit », c'est-à-dire la dépense publique pour soutenir la pompe à profits, alimenter la finance.

« *Ce budget est très dangereux. Il faut absolument le modifier en profondeur* » a réagi Sophie Binet pour la CGT, sans discuter une seconde comment le monde du travail pourrait « modifier » la politique du gouvernement et de ses donneurs d'ordre. Tout juste a-t-elle appelé à ce jour les seuls retraités à descendre dans la rue le 6 novembre...

Gauches parlementaire et syndicale sont pieds et poings liés à la politique des classes dominantes, pétrifiées face au chaos que provoque la violence du parasitisme et de la crise de sénilité du capitalisme. Mais les travailleur-es n'ont rien à craindre de ce chaos, iels ne recherchent pas la stabilité d'un système qui répand la misère et mène l'humanité à la catastrophe mais ont au contraire besoin d'une pleine lucidité et indépendance pour l'affaiblir, le déstabiliser et contester la domination du Cac40.

La question du pouvoir, de qui diriger et d'un programme pour le monde du travail

Le mouvement démarré le 10 septembre, parti des réseaux sociaux et d'équipes militantes de base, a témoigné de l'ampleur de la colère sociale et de la volonté d'une minorité de prendre elle-même les choses en main. Bayrou a préféré démissionner et les directions de plusieurs centrales syndicales ont finalement appelé du bout des lèvres au 10 après avoir marqué distance et défiance... L'intersyndicale a dès lors appelé à deux autres journées de grève, sans leur donner la moindre perspective. Mais la colère est intacte et profonde dans le monde du travail comme dans la jeunesse. L'enjeu de l'heure est d'aider les actrices et acteurs du 10 et après à s'approprier une politique de classe répondant à leurs intérêts, à ceux de l'immense majorité de la population, pour préparer la suite.

Une suite qui aura besoin d'une toute autre orientation que celle de LFI qui voudrait faire rentrer la colère dans les urnes et en appelle, comme Aurélie Trouvé à l'Assemblée, à « *l'esprit de la République* » et à « *l'unité de la nation* ». Les militant-es de la lutte ont besoin de la plus grande indépendance de classe. Cette république et ses institutions ne sont pas les nôtres, notre nation c'est l'humanité et la solidarité internationaliste des exploité-es, de la jeunesse qui partout commencent à postuler au pouvoir

contre le capitalisme mondialisé financiarisé et l'internationale réactionnaire.

Nous avons besoin d'un plan de bataille et d'un programme pour nos luttes, faisant le lien entre les exigences d'aujourd'hui, le refus d'un budget d'austérité, l'exigence de services publics de la santé, de l'éducation, l'augmentation des salaires, des minima sociaux, des retraites, la lutte contre les licenciements, la question du partage du travail entre tou-tes... et les perspectives révolutionnaires.

La question du budget, toutes nos exigences, posent la question du pouvoir, sont indissociables d'elle au sens où les intérêts du travail et du capital sont irréconciliables. Elles posent la question de quelle organisation économique et sociale, quelle planification de la production, de sa répartition, qui dirige et décide.

Cela passe par l'expropriation des grandes entreprises et des multinationales, la planification de l'économie en fonction des besoins, l'expropriation des banques et la constitution d'un monopole public bancaire permettant de centraliser et contrôler l'ensemble des moyens financiers.

Ces questions sont posées au cœur des mobilisations à toutes celles et ceux qui veulent agir. Comment à travers la crise de domination de la bourgeoisie, à travers les bouleversements en cours, tracer la voie vers une autre société

et pour cela poser la question du pouvoir. A l'heure où nombre de grandes puissances occidentales sont en train de basculer, à l'image de la première puissance mondiale, dans des dictatures populistes d'extrême-droite, cette question prend une urgence particulière pour de larges fractions de la population et des jeunes, ici comme dans de nombreux pays.

Un parti révolutionnaire des travailleur-es en germe au sein des mobilisations et des embryons d'organisation démocratique

Nous entrons dans un moment politique de la mobilisation, l'occasion pour le mouvement révolutionnaire de donner un contenu actuel, concret à la question de la nécessité d'un parti révolutionnaire des travailleur-es et d'un programme pour le monde du travail, non comme des objectifs lointains mais déjà en germe au cœur des luttes, dans les collectifs, AG et embryons d'organisation démocratique.

L'intensification de la guerre sociale menée par les classes dominantes, l'accélération de la crise économique, commerciale, démocratique et politique, amènent nombre de travailleur-es, de jeunes à rompre avec les illusions institutionnelles et à s'organiser par eux-mêmes, à se poser de façon plus aiguë, concrète, les questions politiques, celles des voies et moyens pour changer la société.

Isabelle Ufferte

La ruée vers l'or, le retour de la « vieille relique barbare », symptôme de sénilité du capitalisme mondial

« Le chaos financier mondial propulse l'or à plus de 4000 dollars l'once » titraient *Les Echos* du 7 octobre. Un record absolu résultat de plus de 50 % de hausse depuis le début de l'année, du « jamais vu » selon un spécialiste des marchés financiers. Keynes, économiste de la bourgeoisie dans la période marquée par la grande crise de 1929, qualifiait ce dernier de « vieille relique barbare », inventée par la superstition des bourgeois devant la menace d'effondrement du capitalisme.

Pour *Les Echos*, cette hausse « reflète les tensions géopolitiques et économiques ainsi que la défiance croissante envers le dollar ». Le FMI et la Banque d'Angleterre, ce même 7 octobre, s'inquiétaient de la menace d'une « forte correction boursière » du fait d'une hausse de plus en plus irrationnelle des valorisations boursières, en particulier de la Big Tech US, malgré une « incertitude substantielle persistante quant aux perspectives macroéconomiques mondiales ».

Cette « défiance croissante envers le dollar » pousse les banques centrales de plusieurs pays, en particulier émergents, à remplacer par de l'or une partie de leurs réserves de change constituées pour l'essentiel de dollars, cherchant ainsi à s'émanciper de ce dernier et de la mainmise qu'exerce à travers lui le capital US. Par ailleurs, confrontés à des menaces de krach face auxquelles ils se

savent impuissants, les grands « investisseurs », banques, compagnies d'assurance, fonds d'investissements divers, remplacent une partie des actions et obligations sur lesquelles ils spéculent par de l'or, réputé « valeur refuge » insensible aux aléas des marchés. Une illusion alors que s'accumulent les signes d'instabilité du système financier sous les coups de boutoir, entre autres, de la guerre commerciale de Trump.

En relançant la guerre commerciale contre la Chine, Trump provoque un krach majeur des bitcoins

Il a suffi que Trump annonce, vendredi 10 octobre, vouloir taxer de droits de douane à 100 % les « logiciels critiques » en provenance de Chine, pour provoquer un tsunami sur le marché des crypto-monnaies. La valeur de la principale d'entre elles, le bitcoin, qui atteignait le record de 124 000 dollars, s'est effondrée de 15 %, une perte de 19 milliards de dollars en une nuit. Certaines des autres crypto-monnaies, moins utilisées que le bitcoin, ont perdu jusqu'à 40 %. La secousse s'est transmise aux bourses, en particulier Wall Street où le Dow Jones chutait de 1,9 %, le Nasdaq de 3,6 %, le S&P500 de 2,7 %. Les capitalisations boursières des fabricants de puces Nvidia et AMD utilisées pour le « minage » des crypto-monnaies, ont chuté

respectivement de 5 % et 8 %. Trump a depuis « apaisé » son discours et la situation semblait s'être stabilisée en cours de semaine avant que les bourses ne plongent de nouveau ce vendredi suite à l'annonce par deux banques régionales américaines de risques de défaut de paiement de la part d'un fonds d'investissement spécialisé dans le crédit privé.

Les crypto-monnaies, réputées indépendantes de toute contrainte institutionnelle, sont produites de façon informatique au prix de calculs extrêmement gourmands en énergie et utilisant du matériel et des logiciels dont une bonne part provient de Chine, logiciels visés par le tweet de Trump. D'où la réaction immédiate du marché du bitcoin.

Les crypto-monnaies étaient vantées à leur création comme de nouvelles « valeurs-refuge », insensibles aux aléas des marchés monétaires conventionnels. Mais l'inverse s'est rapidement révélé, leur marché devenant un terrain de spéculation d'autant plus prisé qu'il est hors surveillance de toute instance de contrôle. Il a été investi par les grandes institutions financières, banques, assurances et fonds d'investissement. Tel BlackRock que *Les Echos* présentent comme « l'ogre qui engloutit le marché du bitcoin » et qui en aurait détenu pour 97 milliards de dollars ... juste avant le krach.

L'or comme « valeur-refuge » ? un fétiche... et un objet de spéculation

Ce brutal effondrement du bitcoin est un des signes de la crainte qui touche le monde de la finance confronté à la fragilité financière et économique du capitalisme mondialisé. L'explosion de la demande en or est un autre signe, le choix d'investisseurs recherchant la « *sécurité du métal* ». Selon *Les Echos*, la « *demande en métal jaune à des fins d'investissement a augmenté de 25 % à 1 180 tonnes* » en 2024. C'est aujourd'hui plus de 56 % pour 2025.

Une des sociétés de courtage en ligne qui nous proposent, moyennant de juteux pourcentages, leurs services pour participer à cette ruée vers l'or explique : « *L'or est considéré comme la valeur refuge par excellence. Un lingot d'or est palpable, échangeable de la main à la main et ne dépend pas des cours boursiers. Sa valeur ne peut pas être altérée dans la durée* »... C'est de l'enfumage à destination des gogos alors que cette valeur ne cesse de grimper, sujette à une spéculation tout aussi effrénée que celle qui règne sur les autres marchés financiers.

C'est le cas en particulier sur les marchés à terme de l'or, où il est possible d'acheter au prix d'aujourd'hui de l'or que l'on ne récupérera en principe qu'à une date ultérieure, fixée à l'avance. La transaction se concrétise immédiatement par un dit « produit dérivé », document numérique attestant de cette possession. Titre qu'il est possible de vendre avant l'échéance, à un prix qui dépend de l'offre et de la demande à l'instant considéré, possiblement, et c'est le but, plus élevé que le prix d'achat... Exit le « *lingot palpable* » et place au trading sur ce produit dérivé. Le montant des échanges quotidiens sur le principal marché

à terme de l'or porterait en moyenne sur 28 millions d'onces (1 once = 31 grammes) d'or. A 4000 dollars l'once, cela fait plus de 100 milliards de dollars échangés chaque jour !

Ces jeux spéculatifs expliquent pour une bonne part l'accélération de la hausse du prix de l'or. La « soif d'or » produit la hausse par le seul jeu de l'offre et de la demande dans une spirale haussière... porteuse de « *perspectives radieuses pour les investisseurs* », dicit un commentateur.

Mais tout comme pour les autres marchés, la « *perspective radieuse* » peut se transformer en dégringolade. Attribuer à l'or une vertu spécifique qui lui donnerait une « *valeur inaltérable dans le temps* » relève d'un fétichisme dont la folle évolution du marché de l'or montre toute la stupidité. La réalité est que les « investisseurs », confrontés aux risques croissants de krach boursier sur le marché des actions et aux menaces liées au surendettement des Etats sur le marché des obligations, ont trouvé un nouveau casino où jouer leurs fortunes. Une façon de « *ne pas placer tous leurs œufs dans le même panier* » comme ils disent, dans l'espoir d'en sauver une partie en cas de « correction » brutale sur les autres marchés. La fièvre de l'or est bien le reflet de la crainte de plus en plus pressante que le « chaos financier mondial » et les menaces de krach qu'il porte inspirent aux classes dominantes, au monde de la finance.

La « dédollarisation » en marche ?

Au jeu de la spéculation sur la demande mondiale en or s'ajoute celui de diverses banques centrales, en particulier des pays émergents, qui cherchent à remplacer par de l'or une partie de leurs réserves de change constituées de dollars. Alors qu'avant 2022 ces achats se montaient à quelques 500 tonnes annuelles, ils ont doublé depuis pour dépasser les 1000 tonnes par an.

Le dollar étant la principale monnaie des échanges internationaux, on en retrouve des quantités importantes dans les réserves de change des diverses banques centrales (60 % en moyenne à l'échelle mondiale), stocks dans lesquels les entreprises importatrices puisent en échange de monnaie locale pour payer leurs achats tandis que les exportatrices y déposent les dollars issus de leurs ventes. A cela s'ajoute le fait que beaucoup de ces pays prêtent de l'argent aux USA et se retrouvent ainsi en possession de titres de dette US libellés en dollars.

Cela donne au capitalisme américain un pouvoir « *exorbitant* » sur l'économie de ces pays, raison pour laquelle les Brics tentent de contourner le recours au dollar pour leurs échanges. Cela expose par ailleurs ces pays au risque de voir leurs réserves perdre de leur valeur du fait de la baisse du dollar, comme c'est le cas actuellement, voire d'être à la merci d'un éventuel défaut de la dette US. Et cela donne par ailleurs aux USA un puissant outil au service de leurs guerres, commerciales et militaires. Telles les sanctions imposées à la Russie suite à l'invasion de l'Ukraine en 2022 sous forme de « gel » des actifs russes libellés en dollars. Toute une partie des réserves russes

sont devenues inutilisables, ce qui a incité les banques centrales des pays émergents à doubler leurs achats d'or. « *L'or n'est la dette de personne, il n'existe aucun risque de contrepartie, et il est impossible de geler ces actifs comme ce fut le cas pour les réserves de la Banque de Russie après l'invasion de l'Ukraine* », explique un commentateur. Mais s'il remet en cause l'hégémonie prédatrice du dollar, le recours à cette « *vieille relique barbare* » comme valeur de réserve à la place d'une monnaie circulant à la vitesse de la lumière sous forme numérique constitue un frein de plus au fonctionnement de l'économie capitaliste mondiale. Il est un signe de l'incapacité génétique du capitalisme mondialisé de mettre en œuvre une monnaie internationale « neutre » qui ne soit pas une arme au service des plus forts dans la guerre commerciale. Un signe de la sénilité d'un système rongé par l'épuisement des perspectives de développement et l'exacerbation de la guerre commerciale et militaire qui en résulte, sénilité dont le « chaos financier mondial » n'est qu'un des aspects.

Ralentissement économique, dette et spéculation sur l'IA préparent un krach boursier et obligataire

En réalité, le krach du bitcoin n'est qu'un signal d'alerte dans un contexte financier et économique dont le principal risque est porté par la folie spéculative qui entraîne vers des sommets délirants certaines capitalisations boursières, en tête desquelles les grandes entreprises de la Big Tech aux USA, mais aussi, bien qu'à moindre échelle, les grandes multinationales cotées aux grands indices boursiers, comme ici le CAC40, malgré un contexte économique mondial miné par une multitude de contradictions. Selon une publication récente du FMI, « *dans une économie mondiale en constante évolution, les perspectives restent sombres* ». « *La croissance mondiale devrait ralentir, de 3,3 % en 2024 à 3,2 % en 2025 et 3,1 % en 2026, et s'établir autour de 1,5 % dans les pays avancés, et juste au-dessus de 4 % dans les pays émergents et les pays en développement.* »

De telles faiblesses de la croissance des richesses produites (PIB) sont en contradiction totale avec celle des grandes capitalisations boursières. L'écart qui se creuse donne l'ampleur des bulles spéculatives qui se constituent et des conséquences de leur éclatement inévitable sur l'économie mondiale.

La principale crainte porte aujourd'hui sur les capitalisations des grands groupes de la tech US, les dites « 7 magnifiques », dont la folle montée se nourrit, outre des gains tirés de la spéculation, de l'espoir vain que le développement de l'intelligence artificielle ouvrira, à terme, une nouvelle ère de croissance de la productivité, la relance des taux de profit. Dans la compétition sans merci que se livrent les Bezos, Zuckerberg et autres Musk, des masses énormes de capitaux sont englouties pour la construction de gigantesques centres de données et de calcul qui consomment des quantités tout aussi énormes d'énergie.

Les résultats en termes de « progrès » réellement exploitables se manifestent surtout dans le flicage des populations et la « modernisation » du matériel de guerre, bien plus que dans la production de biens et services réellement utiles à la population, sauf dans quelques domaines comme la médecine. Quant à l'idée que l'IA pourrait permettre, en remplaçant des opérateurs humains par des machines bien plus rapides, de relancer la productivité des entreprises, c'est un leurre. Les profits tirés d'une entreprise sont le produit du seul travail humain, de la plus-value extorquée aux salariés. Diminuer le nombre de salariés alors que par ailleurs les investissements dans les équipements explosent implique inexorablement une baisse de la rentabilité des investissements, de la productivité du travail.

C'est une des principales causes de la fuite de masses de plus en plus considérables de capitaux vers les marchés spéculatifs les plus lucratifs comme ceux de la Big Tech, préparant une crise financière sans précédent. Selon un économiste cité par *Les Echos*, « *La situation n'est pas sans rappeler l'essor des entreprises Internet de la fin des années 1990* », soit juste avant la crise des « nouvelles technologies » de l'année 2000 qui a poussé des dizaines d'entreprises à la faillite et jeté des centaines de milliers de travailleurs à la rue. Dans le domaine de l'IA, « *L'optimisme alimente les investissements technologiques, fait grimper les valorisations boursières...* », mais ces marchés pourraient décrocher, « *surtout si l'IA ne parvient pas à justifier les attentes élevées en matière de bénéfices* »...

A cette menace s'ajoute celle d'un effondrement des marchés de la dette alors que plusieurs grandes puissances, USA en tête, sont engagées dans une spirale de l'endettement d'autant plus incontrôlable qu'elle aiguise les appétits des requins de la finance qui s'en nourrissent. Ce que vient de rappeler la dégradation surprise, ce vendredi, de la note de la France par l'agence S&P, une incitation à la hausse des taux d'intérêt.

Cela alors que l'économie mondiale est soumise aux multiples perturbations générées par l'exacerbation et les aléas de la guerre commerciale menée par Trump, les conséquences de la fuite en avant militariste et guerrière. Sans oublier la fuite en avant hors contrôle dans une crise environnementale dramatique, ni les crises politiques et sociales qui accompagnent, partout dans le monde l'accentuation de la guerre de classe menée par les classes dominantes pour garantir leurs profits et leur domination.

En finir avec la spéculation et l'économie casino, la guerre monétaire et commerciale pour l'appropriation des profits, le capitalisme financiarisé

Analysant la situation internationale catastrophique à quelques mois du déclenchement de la 2^{ème} guerre mondiale, Trotsky écrivait : « *Des réformes partielles et des rafistolages ne serviront à rien. Le développement historique est arrivé à l'une de ces étapes décisives où seule l'intervention directe des masses est capable de balayer*

les obstacles réactionnaires et de poser les fondements d'un nouveau régime. L'abolition de la propriété privée des moyens de production est la condition première d'une économie planifiée, c'est-à-dire de l'intervention de la raison dans le domaine des relations humaines, d'abord à l'échelle nationale, puis, par la suite, à l'échelle mondiale. [...] Les barrières douanières entièrement pourries tomberont. Les contradictions qui divisent l'Europe et le monde entier trouveront leur solution naturelle et pacifique dans le cadre d'Etats-Unis Socialistes, en Europe comme dans les autres parties du monde. L'humanité délivrée marchera vers les plus hautes cimes. » ([Le marxisme et notre époque](#), avril 1939)

L'hypothèse de Trotsky ne s'est pas réalisée et depuis l'écriture de ce texte le capitalisme a connu de nombreuses transformations pour aboutir au capitalisme financiarisé mondialisé s'enfonçant aujourd'hui dans sa faillite. Mais

le raisonnement de Trotsky, enrichi des bouleversements de l'ère de la mondialisation et de la financiarisation, définit avec encore plus de pertinence la stratégie du mouvement ouvrier, nos perspectives révolutionnaires.

Le « *développement historique* » du capitalisme aboutit incontestablement aujourd'hui à une de « *ces étapes décisives où seule l'intervention directe des masses est capable de balayer les obstacles* », d'en finir avec un monde failli pour construire une autre société, basée sur la coopération de travailleur-es et des peuples, où l'anarchie et le chaos de la propriété capitaliste, de l'État et de la concurrence devront céder la place à une planification consciente et démocratique de l'économie et des échanges en vue de satisfaire les besoins des hommes dans le respect de la nature.

Daniel Minvielle